Tchécoslovaquie : le 5 janvier, il y a 50 ans, 1968 commence à Prague

dimanche 7 janvier 2018, par MORDER Robi (Date de rédaction antérieure : 5 janvier 2018).

Il y a 50 ans, le 5 janvier 1968 Dubcek remplace Novotny à la direction du Parti communiste tchécoslovaque. Plus qu'une révolution de palais, c'est le début du « Printemps de Prague ». Comme le soleil, 1968 se lève à l'Est, avec la promesse d'un « socialisme à visage humain », celui d'une dynamique d'autogestion incarnée par les conseils de travailleurs.

5 JANVIER, IL Y A 50 ANS 1968 COMMENCE A PRAGUE

PRINTEMPS DE PRAGUE, ET CONSEILS DE TRAVAILLEURS (1968/1969)

Robi Morder, « L'autogestion au prisme du printemps de Prague. Le mouvement des conseils de travailleurs en Tchécoslovaquie en 1968 et 1969 », in l'*Encyclopédie internationale de l'autogestion* [1], éditions Syllepse 2010-2015.

« Prague n'a touché l'opinion révolutionnaire que dans la semaine de sa chute ». (Gilles Martinet, *Les cinq communismes*).

Les changements intervenus début 1968 au sein du Parti communiste tchécoslovaque, remplacement de Novotny par Dubcek à la tête du Parti communiste en janvier, puis par Svoboda à la présidence de la Fédération en mars, ne se réduisaient pas à une révolution de Palais. La « société civile » mise en mouvement, s'était engouffrée dans les brèches : abolition de la censure, liberté d'expression, et au sein même des entreprises naissance de « conseils d'entreprise » ou « conseils de travailleurs » qui vont se multipliant et se coordonnant principalement **après** le 21 août 1968 jusqu'à la fin 1969.

LA CIVILISATION AU CARREFOUR, LA TCHECOSLOVAQUIE AU FEU ROUGE

Crise économique et réformes dans les années 1960.

Au début des années 1960, les difficultés économiques se traduisent tant par la baisse du revenu national brut, que des salaires nominaux et réels. « Le culte du plan » est mis en cause (Radoslav Selucki, 1963). Une réforme économique est tentée, avec une place plus importante donnée aux directeurs d'entreprise, entreprises plus autonomes dans une planification désormais indicative. Les blocages au sein du parti, des appareils de l'Etat, et surtout des organes économiques et de planification amènent le 13e congrès du PCT en 1966, à constituer, en plus de l'équipe d'Ota Sik chargée de la réforme économique, une « commission d'Etat pour la gestion et l'organisation ». Il est

question d'accorder une place plus importante à la « participation ouvrière ». Les réformateurs doivent chercher l'appui d'autres forces sociales, et certains d'entre eux n'entendent pas se contenter de remplacer les bureaucrates par des technocrates. Parallèlement, à partir de 1963, année du troisième congrès des écrivains qui dénonce le culte de la personnalité, une certaine libéralisation politique – limitée mais réelle, aboutit des changements : libérations de prisonniers politiques, réhabilitations de condamnés des procès des années 1950, voyages à l'étranger plus aisés, modifications du code du travail. Ces processus, impulsés par la direction et une partie de l'appareil du PCT, avec l'appui des intellectuels, amoindrissent la rigidité bureaucratique dans la vie quotidienne des groupes sociaux.

Travail et travailleurs à l'ère de la révolution scientifique et technique.

La Tchécoslovaquie disposait déjà d'un prolétariat développé dans l'entre-deux-guerres. La composante ouvrière forte en 1947 (53%), augmente légèrement (57,6% en 1970), ce sont les effectifs d'employés qui doublent dans le même temps (de 16% à 31,7%). L'industrialisation a provoqué d'intenses migrations vers les villes, alimentant particulièrement l'industrie lourde. En 1970, les 3800000 travailleurs se trouvent en majorité dans l'Industrie. l'autre (petite) moitié se partageant entre la construction (11%), les transports (8%), le commerce (5%) l'agriculture et forêts (10%), et autres (12%). Les statistiques confirment une promotion ouvrière certaine, et une part non négligeable d'anciens ouvriers a intégré l'appareil de gestion, ce qui ne signifie pas gestion ouvrière. En 1963 sur 11 941 directeurs et adjoints, seuls 2822 ont une instruction supérieure, situation critiquée par les réformateurs qui y voient une grande faiblesse de l'encadrement.

Sous la direction du philosophe Radovan Richta, une équipe pluridisciplinaire de 45 spécialistes, constituée sur l'initiative conjointe du comité central du PCT et du président de l'Académie des sciences, rend publique en 1966 une synthèse de ses travaux, sous l'intitulé *La civilisation au carrefour*. Au cœur de cet ouvrage, la « révolution scientifique et technique » (RST) et ses conséquences sur la société. la RST inverse la tendance à la parcellisation des tâches issue de la révolution industrielle, l'automation élimine la masse de travail simple et transforme le travail complexe. Avec la « révolution tertiaire », la transformation du travail humain en activité créatrice implique une « révolution des qualifications » et une « révolution dans l'éducation », Une transformation radicale doit toucher les systèmes d'organisation et de commandement et réduire la dichotomie entre dirigeants et dirigés. De manière différente de ce qui existe dans les pays capitalistes. La RST doit être utilisée à des fins humaines. L'équipe de Richta met l'accent sur le développement de la formation et des qualifications, pour mettre en pratique des modèles de gestion faisant appel à l'initiative humaine, ce qui concerne non seulement les entreprises, mais l'ensemble de la société.

1968/1969 : FEU VERT POUR LES CONSEILS DE TRAVAILLEURS

Tout au long de 1968 et 1969, la participation à la gestion et la place des ouvriers dans le système politique restent étroitement imbriqués. Le « processus d'en bas » prend le dessus, avec des objectifs structurels modifiant qualitativement les processus de réformes.

L'expérience du mouvement ouvrier

L'expérience de la classe ouvrière tchécoslovaque est riche. En Août 1944, les syndicalistes jouent un grand rôle dans la mise en place des nouvelles institutions. Des conseils d'entreprise sont censés jouer un rôle dans le contrôle de la production et la gestion des usines. Toutefois ils perdent rapidement toute indépendance. Après la prise du pouvoir par le Parti communiste la fonction revendicative des syndicats se transforme en instrument de mobilisation des travailleurs pour la production. « L'effort du travailleur » est la forme prônée de la « participation des travailleurs à la

gestion ». Les organes syndicaux dans l'entreprise bénéficiaient, en principe, d'attributions étendues (préparatifs du plan, conclusion des conventions collectives, avis sur les investissements). Les décisions de la direction d'entreprise sont soumises à l'approbation syndicale (sur les salaires, les heures de travail, les primes, l'embauche, le licenciement, la répartition des travailleurs dans les catégories de classification). Mais ces droits sont en réalité soumis aux les directives émanant du gouvernement. Le directeur d'usine, est choisi en général par l'Etat, c'est à dire par le parti au pouvoir. En vertu de son « rôle dirigeant » la cellule du parti supplante la section syndicale.

Premiers vents printaniers dans les usines

Après l'appareil, après les intellectuels et les étudiants, c'est le tour des travailleurs. L'autogestion est un sujet de discussion dans les usines. En avril 1968, le PCT adopte un programme d'action qui annonce le principe de l'autogestion de la propriété sociale (et non plus d'Etat) sans en définir les contours. Faisant pression sur les directions, la base syndicale se mobilise. Dès la mi-mai se réunissent commissions, assemblées pour préparer une loi sur « l'entreprise socialiste ». Des grèves éclatent contre l'incompétence de certains dirigeants d'entreprise. Des conseils commencent à se mettre en place début juin, dans les forteresses ouvrières de CKD-Prague (usine W. Pieck) et à Skoda Plzen.

Partant des problèmes matériels et économiques, le mouvement des conseils prend une dimension politique : la participation démocratique tant dans l'entreprise que dans la société. D'un côté des économistes et des directeurs, soutenus par les organes dirigeants du parti et du gouvernement, ne pensent attribuer aux conseils que des pouvoirs limités dans un système de cogestion, pour créer un climat favorable à la rationalisation de la gestion et à l'augmentation de la productivité. Le parti utiliser le terme de « conseils d'entreprise » plutôt que « conseils de travailleurs ».

Une autre conception d'inspiration autogestionnaire s'affirme. Les conseils doivent d'élaborer eux-mêmes les objectifs de production. Avec une vision plus politique, les partisans de l'autogestion préconisent la coordination des conseils comme expression indépendante du mouvement ouvrier.

Le 8 juin par le gouvernement des « principes provisoires pour la constitution des conseils de travailleurs », discutée dans une réunion nationale consultative des syndicats le 20 juin, publiée le 30 juin 1968 dans le quotidien Rude Pravo. Les travailleurs sont considérés désormais comme « producteurs et co-entrepreneurs socialistes » associés à l'élaboration de la politique économique. Il n'est pas prévu de conseils dans les services publics. Les syndicats demandent qu'on ôte toute référence aux « organes supérieurs ». Les 30 juin des directives autorisent la constitution de conseils « à titre expérimental », ce qui commence à se concrétiser durant l'été.

Le mouvement des conseils s'amplifie après l'intervention soviétique

Avec l'invasion du territoire le 21 août 1968, le processus s'accélère et se politise.

Le congrès clandestin du PCT se prononcent en faveur d'une la conception plutôt autogestionnaire. Le 23 août, une grève générale de protestation contre l'invasion mobilise les travailleurs. La dynamique unissant la « gauche politique », les structures ouvrières et les étudiants est engagée. Dans les usines, travailleurs et syndicats menacent de recourir à la grève si le comité central – qui se réunit le 14 novembre 1968 – condamne la politique d'avant août. Les étudiants, eux, font grève en novembre sur la base des « dix points », parmi lesquels : le refus de la « politique des concessions » aux soviétiques, la poursuite des conseils. Dans les entreprises, sous diverses formes, la solidarité avec les étudiants se manifeste : tracts, sirènes, envois de motions, résolutions syndicales, collectes d'argent, et même courts arrêts de travail. Au congrès de la fédération de la metallurgie (900 000 adhérents), les 1200 délégués ratifient un accord intervenu avec l'union étudiante.

Les conseils se multiplient : 19 en septembre, 120 fin 1968, malgré la prudence du gouvernement qui estime le 24 octobre qu'il n'est pas utile de poursuivre cette expérience. En janvier 1969, dans l'usine Skoda, à Plzen, les délégations de 182 grandes entreprises représentant 890 000 salariés, soit plus du quart des travailleurs de Tchecoslovaquie, se réunissent en une rencontre consultative. Rudolf Slansky, fils d'un des condamnés des procès de Prague des années 1950, propose de constituer un comité consultatif des conseils. Le mouvement continue encore. Le congrès des syndicats se réunit du 4 au 7 mars 1969 réclame la légalisation des conseils ouvriers, pressant à son tour le gouvernement d'adopter la loi sur l'entreprise socialiste, condamnant l'intervention des pays du pacte de Varsovie.

En juin 1969 plus de 300 conseils sont en place, à l'été 1969 l'on compte 500 entreprises et plus d'un million de travailleurs concernés.

De la cogestion à l'autogestion.

Les statuts réels des conseils dépassent souvent les préconisations des dirigeants de l'Etat et du parti. Des enquêtes sociologiques sont menées. Les représentants élus du personnel de l'entreprise forment en général entre les 2/3 et les 4/5 du conseil, les membres. Il arrive même que les membres externes soient choisis par l'ensemble du personnel.

Les conseils sont élus au suffrage universel et au scrutin secret. Selon les cas, pour être élu, il faut remplir des conditions de connaissance de l'entreprise et d'ancienneté variant de 2 à 5 années. Le conseil doit être composé des représentants de tous les secteurs d'activité de l'entreprise. Loin de seuls attributs consultatifs, tous les statuts réservent au pouvoir intégral du conseil : la nomination et la révocation du directeur, la nomination des autres membres de la direction d'entreprise. Dans certains cas, le pouvoir du conseil s'étend à d'autres question relatives à la gestion. Beaucoup prévoient un droit de véto des conseils sur de nombreuses questions au délà des grands investissements.

25% des membres élus ont suivi un enseignement général, 50 % des études secondaires, (mais la moitié seulement d'entre eux les ont achevées), et 25% sont issus de l'enseignement supérieur. La majorité des salariés élus sont les techniciens (plus des deux tiers), les ouvriers n'en représentant qu'un quart, ce sont surtout des ouvriers qualifiés. On pourrait interpréter cette sous-représentation ouvrière comme un manque de confiance en soi. Toutefois, la présence importante de travailleurs qualifiés, techniciens a été un argument de « compétence » opposé aux adversaires de l'autogestion qui prédisaient de grands gaspillages et difficultés à cause du dilettantisme, voire de l'irresponsabilité supposés de la masse des travailleurs non éduqués, comme si la nomination des directeurs par l'appareil politique, administratif et économique de l'Etat avait été un gage de compétence.

Obstacles et freins

D'après les enquêtes, les salariés de l'appareil syndical, notamment ceux qui exercent leurs fonctions depuis plus de dix ans, sont critiques vis à vis des conseils de travailleurs, ce qui les distingue des militants et « jeunes fonctionnaires » syndicaux. Il faut rappeler que l'appareil des syndicats a connu un profond renouvellement. D'abord lente, il s'accélère après l'intervention soviétique. Fin 1968, 70 à 80% des dirigeants syndicaux ont été remplacés.

A la recherche du compromis avec les soviétiques, la direction dubcekienne, freine. Le comité central ait en janvier 1969 avait confirmé le programme d'action 1968, mais en février 1969 le projet du gouvernement ramene à une forme limitée de cogestion, (un tiers uniquement de représentants élus des travailleurs, droit de véto accordé à l'Etat et aux directeurs).

Le 3 avril , la censure est rétablie. Le 17 avril, Dubcek est contraint de quitter la direction du PCT, Husak lui succède. Le 29 avril 1969, le Conseil national tchèque annonce le report à une date indéterminée de la discussion du projet de loi. Le 31 mai Cernik, premier ministre, abandonne l'autogestion industrielle. Il n'y aura pas de loi sur les conseils,

L'union des étudiants est dissoute en juin 1969, et les comités syndicaux de subissent de véritables purges. A l'usine Skoda, le conseil décide de se dissoudre en novembre 1969. Au cours de l'année 1970 50 000 syndicalistes sont démis de leurs fonctions. En septembre 1970, l'union des écrivains est dissoute. Dans le parti communiste, la purge a atteint un demi-million de membres.

Fin 1969, le comité central « normalisé » du PCT, estimant trop larges les compétences des conseils, et trop élevé le nombre de travailleurs des entreprises en leur sein, considère qu'ils ont affaibli le travail et l'efficacité des directions d'entreprise. Des conseils auraient suivi des « tendances extrémistes et anarchisantes » affaiblissant le rôle du Parti. Certes, le « déperissement de l'Etat » et l'autogestion demeurent comme « buts », mais ce sont des « buts éloignés ». Comme l'évoque Vercors dans « Le voyage dans l'hiver », en attendant le parti se « sacrifie » pour assumer les tâches ingrates. « L'autogestion et ses lourdes responsabilités prendraient trop de temps aux travailleurs, et trop d'énergie intellectuelle, les privant ainsi des loisirs dont ils ont besoin ». Les conseils s'éteignent de bon ou – plus fréquemment – de mauvais gré.

Craignant une restauration du capitalisme, dans le tiers-monde, de nombreux partis, et gouvernements comme à Cuba, ont approuvé l'intervention soviétique au nom du refus d'affaiblir le « camp socialiste. Un maoïste italien, Marco Maccio, dans Les Temps Modernes en avril 1969, tout en condamnant l'intervention, critique les réformes du printemps Tchécoslovaquie qui risquaient de la réinsérer, comme la Yougoslavie, dans le marché mondial.

En occident, et particulièrement en France, il sera peu question de cette expérience, si l'on excepte des courants intellectuels, politiques ou syndicaux déjà acquis aux thèses autogestionnaires. La revue l'homme et la société publie en 1968 même un numéro regroupant des textes des sociologues tchécoslovaques, dont ceux de Richta. Yvon Bourdet, Pierre Naville, Victor Faye, et d'autres militants ou proches de la CFDT, du PSU, oppositionnels du PCF ou membres des courants « marxistes-révolutionnaires » publient des articles. La revue *Autogestion* y consacre des contributions, puis un numéro spécial. Dans la presse militante, comme dans *Sous le drapeau du socialisme*, l'*Internationale* ou *Commune* (journaux de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, ou des Comités communistes pour l'autogestion) l'on (re)publie au cours des années 1970 et 1980 à titre de « document » les statuts du conseil de l'entreprise CKD – usine W Pieck, qui est aussi publié dans la revue Autogestion, et dans le livre Prague, la révolution des conseils ouvriers, qui paraît en 1977. Dans le parti communiste français et ses dissidences, Roger Garaudy, qui avait utilisé en 1963 à l'occasion du congrès des écrivains l'expression « printemps de Prague, revient longuement à partir de la révolution scientifique et technique et les textes de Richta sur l'expérience tchécoslovaque dans Le grand tournant du socialisme publié en 1969. Mais tout cela demeure dans des cercles restreints. Sans doute l'expérience autogestionnaire de 1968/1969 a été plus « discrète », et s'est retrouvée « étouffée » entre le long temps du modèle Yougoslave d'une part, et les grèves ouvrières, puis la formation de Solidarnosc et de son programme pour l'autogestion dans les années 1980.

En Tchécoslovaquie même, l'expérience nourrit des réflexions telles celles de Petr Uhl dans Le socialisme emprisonné. En 1977, un tiers du millier de signataires de la « Charte 77 » étaient des ouvriers. La chute du mur de Berlin et la « révolution de velours », ont permis le rétablissement de libertés politiques. Mais l'arrivée des investisseurs étrangers s'est accompagnée de la liquidation des anciens droits des salariés et de leurs représentants. Des idées du printemps 68, le marché a bien été retenu mais amputé de la propriété sociale et de l'autogestion qui en étaient alors indissociables.

Robi Morder

BIBLIOGRAPHIE SUCCINTE

Numéros spéciaux de revues :

« Sociologie tchécoslovaque et renouveau de la pensée marxiste », *L'Homme et la société*, N° 9, juillet – septembre 1968.

« Conseils ouvriers en tchécoslovaquie », N° spécial, *Autogestion et socialisme* N° 11-12, mars-juin 1970.

Recueils commentés de documents :

Jiri Pelikan, *Le congrès clandestin, protocole secret et documents du XIVe congrès extraordinaire du parti communiste tchécoslovaque*, Le Seuil, Paris, 1970.

Pierre Broué, *Ecrits à Prague sous la censure, août 1968 – juin 1969* , (chap V, « Conseils ouvriers et autogestion »), EDI, Paris, 1973.

Jean-Pierre Faye, Vladimir Claude Fisera, *Prague, la révolution des conseils ouvriers, 1968-1969*, Seghers/Laffont, Paris, 1977.

Autres contributions

Milos Barta, « Les conseils ouvriers en tant que mouvement social », *Autogestion*, N° 9-10, septembre – décembre 1969.

Karel Bartosek, « rencontre inattendue en tchécoslovaquie (octobre 1968 – juin 1969) », in

François Fejto et Jacques Rupnik, *Le printemps tchécoslovaque 1968*, Ed. Complexe, Bruxelles, 1999.(notamment les contributions de Jaromir Veprek sur la réforme économique et d'André Gauron sur la politique d'Ota Sik).

Joseph et Vladimir Fisera, « cogestion des entreprises et économie socialiste, l'expérience tchécoslovaque, 1967-1970 », *Revue de l'Est*, Vol 2, N° 1, CNRS, Paris, 1971.

Gilles Martinet, *Les cinq communismes*, Le Seuil, collections points, Paris, 1974.

Robi Morder, « Prague, un Printemps en hiver, Conseils de travailleurs et autogestion en Tchécoslovaquie, 1968/1969 », in Geneviève Dreyfus Armand (coord), *Les années 68, un monde en mouvement*, BDIC, Syllepse, 1968.

Jacques Rupnik, « La classe ouvrière tchécoslovaque », in « Structures sociales en Europe de l'Est (2. Transformation de la classe ouvrière) » *Notes et études documentaires*, N° 4511-4512, 10 mai 1979, La Documentation française, Paris, 1979.

Radovan Richta, *La civilisation au carrefour*, Antrhopos, Paris, 1969 (réédité au Seuil, collection politique, 1974)

Rudolf Slansky, « Les premiers pas de l'autogestion en Tchécoslovaquie », *Autogestion*, N° 7, décembre 1968.

Petr Uhl, *Le socialisme emprisonné*, La Brèche, Paris, 1982

Petr Uhl, « Réformer d'en haut ou démocratie d'en bas », *L'homme et la société*, N° 2-3, 1988 (nouvelle série, N° 88-89)

P.-S.

* 5 JANV. 2018 : https://blogs.mediapart.fr/robi-morder/blog/050118/5-janvier-il-y-50-ans-1968-commence-prague

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Notes

[1] https://www.syllepse.net/lng_FR_srub_76_iprod_648-autogestion-l-encyclopedie-internationale.html